

06/06/2023

Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : été 2022

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

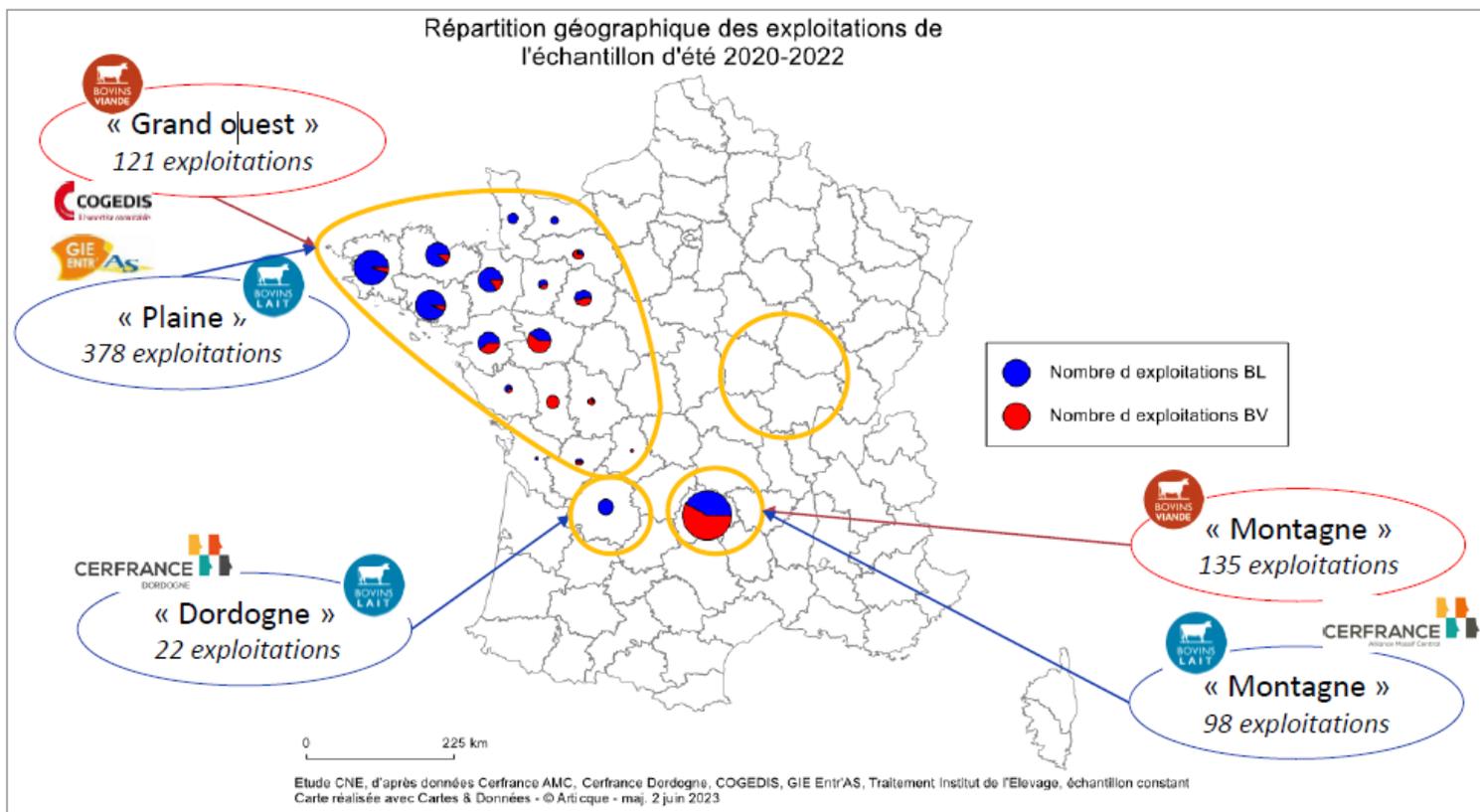
Les élevages sont répartis sur 3 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne ») et la Dordogne (en bovins lait). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 4 centres comptables : Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

Plus de 750 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'été, suivi entre 2020 et 2022**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.

Répartition géographique des exploitations de
l'échantillon d'été 2020-2022



AMELIORATION SIGNIFICATIVE DE LA SITUATION FINANCIERE DES EXPLOITATIONS LAITIERES

Dans l'échantillon, la production laitière par exploitation est relativement stable sur la période, alors que le prix du lait, qui avait connu une baisse jusqu'à l'été 2021, est reparti à la hausse jusqu'à mi-2022. Dans le même temps, la conjoncture céréalière a été favorable. Ainsi, le produit brut des élevages connaît une hausse. Malgré la hausse des charges (alimentaires et énergétiques notamment) dans les exploitations, l'EBE est également constaté en amélioration sur les 3 zones.

Même si les annuités augmentent également légèrement, le revenu disponible s'améliore nettement. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à environ 38 700 € annuels par UTH familiale. Ainsi, avec des prélèvements privés légèrement améliorés (environ 30 000€ annuels par UTH familiale), la constitution d'une marge de sécurité est possible (même si elle est encore restreinte en Montagne).

Les investissements sont nuancés selon les zones, en hausse en Dordogne et dans le Grand-Ouest, mais en baisse en Montagne. Ils demeurent majoritairement financés par de nouveaux emprunts de long et moyen terme, même si en Dordogne, la part d'autofinancement augmente.

La trésorerie nette globale moyenne augmente sur toutes les zones, atteignant en moyenne un niveau correct (plus de 20% de l'actif circulant), avec des dettes court-terme des exploitations laitières, encore élevées, mais en diminution.

Les écarts restent importants, même si la part des exploitations en situation critique se restreint : le groupe "TNGneg" compte 24% des élevages suivis en France (39% l'année précédente). Les exploitations de ce groupe (en proportion plus nombreuses en Dordogne) demeurent dans une situation très critique, avec des dettes court terme toujours plus fortes.

La hausse des prix des matières premières et de l'énergie, constatée en parallèle de l'amélioration de la conjoncture laitière, a pu être assumée par les élevages sur la période, avec sans doute des reports ou anticipation d'achats. L'évolution de la situation sur 2022 et 2023 sera très importante à suivre et apportera beaucoup d'enseignements.

PAS D'EUPHORIE, MAIS UNE CONSOLIDATION DE LA SITUATION FINANCIERE DES ELEVAGES ALLAITANTS

Le produit brut de l'échantillon est en augmentation par rapport à la période précédente, à la faveur de la conjoncture viande et céréalière. Aussi, alors que les charges, notamment énergétiques, sont aussi en hausse, l'EBE connaît malgré-tout une amélioration sur les 2 zones.

Dans le même temps, les annuités sont légèrement consolidées, mais le revenu disponible de l'échantillon s'améliore tout de même. Il s'établit à 25 000 € annuels par UTH familiale (en moyenne toutes zones). Ceci permet de dégager une marge de sécurité raisonnable sur les 2 zones, avec des prélèvements privés stables et restreints (19 600 €/UTH).

Dans l'échantillon, les investissements sont en baisse sur les 2 zones, et entièrement financés par des emprunts long et moyen terme.

Par ailleurs, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») est en baisse (de 5 points) mais représente toujours, en 2022, 28 % des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (35%). Les élevages de ce groupe ont une situation financière toujours sévère : leurs dettes court-terme sont près de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations) et augmentent encore.

Comme pour les élevages laitiers, les approvisionnements sont en général réalisés en période décalée, ainsi les hausses de charges sur la période ont pu être couvertes par l'amélioration de la conjoncture. Avec la poursuite de l'inflation en 2023, dans un contexte de stabilisation des prix, il faudra s'intéresser aux périodes suivantes pour constater si les reports (ou réduction) d'achats, ont permis aux élevages de passer le cap. Dans ce contexte, une stabilisation des résultats des élevages allaitants à court et moyen terme n'est envisageable qu'en cas de stabilisation (ou d'amélioration) de la conjoncture bovine.